

APRÈS LA CONFÉRENCE SUR LE CLIMAT

LE DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE CONTINUE

Pays oublié parmi les oubliés, l'île de Madagascar a déjà perdu près de 90% de sa couverture forestière. Le dérèglement climatique n'arrange rien, alors que le pays est ravagé régulièrement par des cyclones dévastateurs.

VALENTIN DAUCHOT

REPORTAGE À MADAGASCAR

On se croirait sur la Lune, ou éventuellement sur Terre après le passage d'une attaque nucléaire qui aurait ôté toute trace de vie pour ne laisser derrière elle qu'un immense tas de cendres. Sur plusieurs centaines de kilomètres, la végétation luxuriante qui a fait la réputation de Madagascar a disparu.

Les lémuriens, serpents, cochons sauvages et centaines d'espèces d'oiseaux qui peuplaient cette zone du centre-ouest de l'île il y a encore quelques années ont déserté les lieux, ne laissant derrière eux qu'un triste panel d'arbres calcinés. Les feux ont manifestement été allumés il y a plusieurs jours mais le sol brûlant fume toujours et fait grimper la température de ces plaines proches de la petite ville de Belo Tsiribihina, qui semble condamné à brûler pour l'éternité.

On brûle puis on plante

«Avec le vent, les flammes peuvent être entretenues pendant des semaines», explique l'agronome malgache Manony Andriampiolazanta qui travaille dans la région pour une ONG internationale. «Elles vont nettoyer des hectares entiers et c'est bien l'objectif: beaucoup de paysans ont recours à la technique dite du brûlis. Ils s'approprient des terres, les brûlent pour tout nettoyer, et viennent les cultiver. Pendant quelques années, ces sols sont bien fertiles. Après deux ou trois ans, ils perdent cette fertilité et les paysans vont brûler d'autres terres.»

Connue de tous, la pratique n'en est pas moins illégale et les coupables tout désignés: «Ce sont essentiellement les Antandroy, ajoute un autre collaborateur local de l'ONG. Un peuple venu du sud dont les méthodes ancestrales reposent essentiellement sur le brûlis pour cultiver le maïs. Depuis plusieurs années, le sud du pays est en proie à de violentes vagues de sécheresse, les Antandroy ne savent plus cultiver, alors ils remontent jusqu'ici et prennent leur technique avec eux.»

En un peu plus d'un siècle, Madagascar a perdu 90% de sa couverture forestière. «Avant la crise politique (qui ravage le pays depuis 2009, ndr) le taux de déforestation était de 200 000 hectares par an», constate Serge Rajaobelina, qui dirige l'ONG



Déjà privée d'une grande partie de ses forêts originelles, la grande île continue de détruire son patrimoine naturel (ici la production de charbon de bois). KEYSTONE

malgache de protection de la flore Fanamby. «Ce chiffre a explosé aujourd'hui, et les dix millions d'hectares de forêts qui restent sur l'île sont directement menacés.»

Les cultivateurs venus du sud sont loin d'être les seuls responsables

Les cultivateurs venus du sud sont loin d'être les seuls responsables. «Ils ont la main un peu lourde au niveau des brûlis, mais globalement tout le monde est impliqué dans cette déforestation», poursuit Serge Rajaobelina. «La base du problème, c'est l'instabilité politique (voir ci-dessous). Ces cinq dernières années, tout semblant de gouvernance a disparu de l'île, c'est l'anarchie la plus totale, et quand vous conjuguez

impunité, corruption et pauvreté, l'informel prend inévitablement le dessus à tous les échelons de la société.»

En 2009, juste avant que n'éclate la crise politique, Madagascar exportait chaque année 1800 m³ de bois précieux. Aujourd'hui, on parle de 10 000 m³ de bois exportés illégalement vers la Chine: du bois de rose coupé à l'ouest et du bois d'ébène - essentielle- ment du palissandre - coupé à l'est.

Réchauffement en cause

«Les Malgaches ont plutôt tendance à respecter la gouvernance, mais quand plus personne ne respecte rien et que la population augmente, le phénomène ne peut que s'amplifier», ajoute le directeur de l'ONG de protection de la flore. Et de souli-

gner: «Il y a de plus en plus de trafic de bois, de crabes, d'arachides, et les autorités sont directement impliquées.»

Or, ce trafic de bois renforce le déboisement par brûlis: en se frayant un passage au cœur de la forêt, les trafiquants ouvrent la voie aux paysans qui s'engouffrent dans les terres pour cultiver et déboiser massivement. A tel point qu'il ne reste désormais dans la région de Morondave plus la moindre trace de bois exploitable, avec un impact désastreux sur la population et l'économie locale.

«Le bois est essentiel à la survie des Malgaches, insiste Serge Rajaobelina. Les habitants construisent, cuisinent et se chauffent au bois. Les régions déboisées font l'objet d'un exode massif, et la capitale Antananarivo a survécu grâce à des plantations d'eucalyptus sur ses hauteurs. Si la déforestation n'est pas

enrayée, c'est la population qui paiera le prix fort.

«On sait très bien qui est impliqué dans le trafic de bois, ajoute l'activiste malgache. Tout ce qu'il nous manque aujourd'hui, c'est une volonté politique.» Pour l'agronome Manony Andriampiolazanta, le salut passe également par l'éducation des agriculteurs. Les causes de cette déforestation sont multiples et complexes, mais les enjeux sont considérables pour les Malgaches. Outre la paupérisation croissante de sa population, Madagascar doit affronter les effets de plus en plus violents du changement climatique.

Sécheresses en série

Depuis une dizaine d'années, les sécheresses s'accumulent et s'intensifient, les typhons sont de plus en plus dévastateurs, et la biodiversité connaît une érosion sans précédent. Dans l'intérêt de tous, le cercle vicieux doit im-

pérativement devenir vertueux: pour se protéger des conséquences du réchauffement climatique, Madagascar doit arrêter d'y contribuer et préserver ses forêts. Mais les moyens du pays sont limités, et il ne pourra prendre les mesures qui s'imposent qu'en retrouvant un semblant de stabilité politique. LA LIBRE BELGIQUE

